

Bulletin d'histoire politique

La présence communiste au Québec (1929-1939) ou la présence de « l'homme au couteau entre les dents »

Bernard Dansereau



Les années 1930 au Québec : une société à la recherche de son avenir
Volume 9, Number 2, Spring 2001

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060458ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060458ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Dansereau, B. (2001). La présence communiste au Québec (1929-1939) ou la présence de « l'homme au couteau entre les dents ». *Bulletin d'histoire politique*, 9(2), 22–29. <https://doi.org/10.7202/1060458ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2001

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

La présence communiste au Québec (1929-1939) ou la présence de « l'homme au couteau entre les dents »

BERNARD DANSEREAU
*historien*¹

Dans la tourmente des années 1930, le communisme fait peur. Qui pourrait s'en surprendre ? Depuis plus d'une décennie, toute la classe capitaliste mène campagne contre les opinions révolutionnaires quelles qu'elles soient. Dès la fin de la Première Guerre mondiale, craignant la montée des mouvements radicaux, le gouvernement canadien renforce son arsenal répressif en dotant la Gendarmerie royale canadienne de pouvoirs étendus, en adoptant ce qui va devenir l'article 98 du code criminel, en modifiant la loi sur l'immigration pour la rendre beaucoup plus restrictive tout en utilisant de façon abusive les pouvoirs que lui conférait la Loi des mesures de guerre².

Cet anticommunisme repose sur de larges assises dans la société canadienne. Toute la bourgeoisie, qu'elle soit libérale ou conservatrice, s'oppose aux idées révolutionnaires. Au Québec, le clergé catholique n'est évidemment pas en reste et n'attend pas l'encyclique *Quadragesimo Anno* pour exprimer son aversion envers le socialisme et le communisme tout en popularisant ses idéaux corporatistes. Il mobilise ses troupes contre le Parti communiste canadien (PCC) alors que les organisations catholiques, dont la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), font de l'anticommunisme un élément majeur de leur propagande auprès des travailleurs canadiens-français. Dans ce contexte, la situation apparaît bien difficile pour les militants communistes.

Contrairement à la situation qui prévaut dans d'autres pays, le Parti communiste canadien³ n'est pas l'héritier d'une longue tradition ouvrière. Au contraire, dans les rangs ouvriers, il fait figure d'intrus alors que ses orientations se situent à l'extérieur de la tradition héritée du syndicalisme de métier.

Or, dans les années vingt, le développement des partis communistes consacre la rupture définitive du mouvement ouvrier international. En proposant une structure basée sur le modèle du parti bolchevique, soit une avant-garde composée d'une élite de « révolutionnaires professionnels », il s'oppose aux traditions plus démocratiques des partis sociaux-démocrates. Dans les pays occidentaux, comme le Canada, ce type d'organisation

communiste allait donc à l'encontre de toute l'histoire du mouvement ouvrier qui, au contraire, cherche depuis la fin du XIX^e. siècle à se faire reconnaître comme un interlocuteur responsable auprès des gouvernements et de la bourgeoisie. La reprise du modèle bolchevique, fructueux en Russie, représente un défi de taille que les communistes canadiens auront beaucoup de difficultés à relever.

À partir du milieu des années 1920, les militants communistes ont de plus en plus maille à partir avec les directions syndicales. Dans plusieurs syndicats, les militants communistes sont marginalisés ou expulsés. C'est le cas dans le vêtement où le principal syndicat, l'*Amalgamated Clothing Workers of America* (ACWA), procède à l'expulsion pure et simple des militants communistes⁴. Puisque le modèle se répète dans d'autres syndicats, les communistes n'ont alors d'autres choix que de se replier sur leurs propres bases et d'organiser un nouveau mouvement syndical sous leur gouverne. Le premier syndicat est constitué à Montréal en 1928. L'*Industrial Union of Needle Trades Workers* va chercher à regrouper les travailleuses et les travailleurs du vêtement. Il préfigure la *Workers Unity League* qui verra le jour à l'automne 1929.

Les préoccupations syndicales ne sont pas les seules questions qui retiennent l'attention des militants communistes. Ceux-ci s'intéressent activement à d'autres aspects de la réalité ouvrière. Ils sont actifs dans les activités de défense ouvrière comme la Ligue de Défense ouvrière (*Canadian Labor Defense League*)⁵. Les communistes s'intéressent aussi aux ménagères⁶ ainsi qu'à une multitude de groupes de travailleurs d'origine étrangère⁷. Le travail d'organisation auprès des travailleurs francophones progresse malgré les nombreuses difficultés, comme en témoigne la tentative avortée de se doter d'un périodique francophone, *L'Ouvrier Canadien*, en 1926⁸.

Avec le début de la crise, s'ouvre une nouvelle période pour le PCC. De 1929 et jusqu'à la guerre, le PCC va adopter deux stratégies successives, en lien avec les conjonctures canadienne et internationale⁹. Ces stratégies correspondent d'une part aux profondes années de la crise et d'autre part à la montée du fascisme qui mène à la Seconde Guerre mondiale.

1929-1935: «CLASSE CONTRE CLASSE»

À partir de la fin de 1927, mais plus précisément lors de son VI^e. congrès, l'Internationale Communiste adopte une nouvelle stratégie qui vise à opposer à la bourgeoisie un front unique de toute la classe ouvrière. Dominée par une rhétorique de l'ultra-révolutionarisme et du gauchisme sectaire, cette nouvelle orientation répond plus à la situation politique qui prévalait au sein du Parti communiste soviétique que de la possibilité réelle de révolution à l'échelle mondiale.

Au Canada, le PCC adopte cette orientation lors du congrès de juin 1929. Selon l'analyse communiste, le capitalisme ne peut mener qu'à la guerre et, pour corrompre la classe ouvrière, il utilise la social-démocratie. Dans les luttes concrètes, le mouvement syndical dominé par son aile réformiste s'avère incapable d'organiser la riposte ouvrière.

Les communistes concluent alors que la classe ouvrière doit s'organiser sur ses seules bases et qu'elle ne peut compter sur les organisations qui font des compromis avec la bourgeoisie capitaliste. Cette analyse conduit les militants communistes à organiser leur propre syndicat dans l'industrie du vêtement et à mettre sur pied, l'année suivante, leur propre centrale syndicale, la Ligue d'unité ouvrière (LUO) (*Workers Unity League*) pour renforcer le mouvement syndical et lutter contre ses éléments conservateurs.

La fondation d'une centrale syndicale dirigée par le Parti communiste répond à des impératifs clairs. Les communistes reconnaissent l'impossibilité pour eux de travailler à l'intérieur des syndicats de métier affiliés à la principale centrale syndicale canadienne, le Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC). D'autant plus que ce dernier se refuse à organiser les travailleurs et les travailleuses tenus à l'écart de l'organisation syndicale et les travailleurs industriels. Aux yeux des communistes, seule la nouvelle centrale permettrait d'organiser la riposte à la crise de manière à surmonter la répression anticomuniste. La LUO regroupe donc les syndiqués expulsés des différents syndicats, les fractions de gauche dans les syndicats et les nouveaux syndicats. La LUO s'avère particulièrement active dans les secteurs du vêtement, de l'automobile, des mines, de l'acier, du rail, chez les débardeurs, les marins et dans le bois. À titre d'exemple à Montréal, Alex Gauld et Edmond Simard militent aux Ateliers Angus du *Canadian Pacific Railways*, Pat Sullivan chez les marins alors que Sidney Sarkin, Alfred Rosenberg et Don Chalmers s'activent auprès des travailleurs du vêtement.

Malgré toutes les difficultés, la LUO devient une organisation syndicale de première importance et son influence grandit au Canada bien que ses effectifs n'aient jamais été à la hauteur de ceux du Congrès des métiers et du travail du Canada ni du Congrès pan canadien du travail (ACCL). Les syndicats membres de la LUO mènent un nombre important de grèves dont plusieurs furent victorieuses¹⁰.

Quelques grèves au Québec témoignent de l'impact des syndicalistes communistes. La grève de Cowansville (1931)¹¹, la grève des bûcherons au Témiscamingue (1933)¹², la grève de mineurs abitibiens¹³ et la grève des midinettes à Montréal en 1934, montrent que les travailleurs et les travailleuses du Québec ne boudent pas tous le travail des militants communistes. Lors de cette dernière grève, 4000 travailleuses et travailleurs de 125 ateliers de vêtement pour femmes déclenchent la première grève de

masse dans la confection pour dame pour revendiquer la semaine de 44 heures, la reconnaissance syndicale et des augmentations salariales.

Face au chômage grandissant, le PCC contribue à la mise sur pied d'organisations de chômeurs, surtout dans les grandes villes comme Montréal. Ces organisations de chômeurs cherchent à publiciser leur condition et leurs exigences, ils revendiquent notamment une assurance-chômage étatique sans cotisation. Des manifestations comme celle du 6 mars 1930, lorsque 20 000 chômeurs montréalais exigent des emplois et l'assurance-chômage, montrent l'ampleur du mouvement de révolte des chômeurs canadiens. Le mouvement se développe à travers tout le Canada, le point culminant devenant la Marche sur Ottawa en 1935¹⁴. Les militants communistes deviennent alors le fer de lance des campagnes auprès des gouvernements pour l'obtention de conditions de vie minimales pour les familles ouvrières.

Malgré son implication dans les luttes ouvrières, le PCC encaisse un recul électoral significatif durant cette période. Ses deux seuls candidats, Edmond Simard et Alex Gauld, respectivement en 1930 et 1932, ne recueillent pas la moitié des voix obtenues par Michael Buhay en 1926. Cette situation indique, à notre sens, une certaine perte d'influence des communistes auprès de la population alors qu'ils sont confrontés par des gouvernements très conservateurs qui n'hésitent pas à utiliser l'Article 98 pour déporter des militants et faire pression auprès des autres travailleurs.

1935-1939 : FRONT UNI ANTIFASCISTE

Au milieu de la décennie, les communistes modifient une nouvelle fois leur orientation stratégique. La montée du fascisme en Europe, que le mouvement ouvrier n'a pu freiner, impose une révision de la stratégie communiste. Les dirigeants estiment que la révolution n'est plus à l'ordre du jour et que la bataille contre le fascisme doit constituer le point majeur de leur stratégie. Lors de son VII^e. congrès, l'Internationale Communiste (IC) s'engage dans une nouvelle voie qui vise à opposer au fascisme le plus large front possible. D'où la nécessité d'élargir la base de l'opposition ouvrière à l'ensemble des organisations.

En ce sens, les communistes cherchent à mettre fin à leur relatif isolement et s'engagent dans la dissolution de leurs organisations syndicales. En 1935, la dissolution de la LUO est chose faite et les militants syndicaux intègrent les rangs des syndicats internationaux, notamment ceux du *Congress of Industrial Organizations* (CIO). Dès ce moment, plusieurs militants communistes vont devenir les chevilles ouvrières du syndicalisme industriel. Des communistes comme Lucien Dufour dans la métallurgie (*Steel Workers Organizing Committee*) et Léa Roback dans le vêtement vont permettre

l'organisation de nouveaux syndicats dans les usines. D'autres, comme Léo Lebrun, vont contribuer au développement du syndicalisme auprès des employés municipaux de la ville de Montréal.

Tout le mouvement communiste international fait de la lutte contre le fascisme l'élément central de son travail politique. La guerre civile espagnole qui frappe ce pays entre 1936 et 1939 prend figure de symbole. Les communistes concrétisent leur volonté de combattre le fascisme en organisant le Bataillon Mackenzie-Papineau qui sera à l'œuvre auprès des Républicains espagnols¹⁵.

Le Parti communiste augmente ses effectifs. C'est aussi à cette époque que des militants francophones commencent à prendre leur place à l'intérieur de l'organisation. Les Paul Delisle, Berthe Caron, Philippe Richer, Henri Gagnon, Emery Samuel, Marcel Lapalme et combien d'autres, renforcent ainsi le petit nombre de Canadiens français qui s'étaient joints au PCC quelques années plus tôt comme Évariste Dubé et Léo Lebrun. Le journal *Clarté*¹⁶ reflète la place nouvelle de militants canadiens-français dans l'organisation.

La nouvelle orientation stratégique donne plus de visibilité aux militants communistes qui rejoignent ainsi un plus grand nombre de travailleurs. Toutefois, les résultats électoraux ne sont pas à la hauteur des aspirations du parti. C'est essentiellement dans le comté de Cartier, où habitent bon nombre de militants juifs, que les résultats sont les plus satisfaisants. Fred Rose y obtient plus de 3300 votes lors de l'élection fédérale de 1935¹⁷.

La guerre va porter un dur coup au PCC. Dès son déclenchement, le PCC, fidèle à la ligne développée par les responsables moscovites, blâme les dirigeants britanniques et français pour leur responsabilité dans le conflit. Le PCC est aussitôt mis au ban par les autorités gouvernementales canadiennes. Il faut attendre l'intervention allemande en URSS en 1941 pour voir le PCC adopter une nouvelle stratégie et se lancer corps et âme dans la défense de l'URSS. Le PCC ne retrouvera sa légalité qu'en 1943 sous le nom de Parti ouvrier progressiste (*Labor Progressive Party*)

BILAN

Durant la crise, le Parti communiste canadien ne réussit pas à devenir un véritable parti de masse. Tout au plus regroupe-t-il une poignée de militants volontaires et décidés à en découdre avec les capitalistes. Ses adhérents se retrouvent encore principalement dans les communautés immigrantes. Mais la faiblesse de son membership ne doit pas faire perdre de vue tout le travail de ces militants durant les dures années de la crise. Dans le mouvement syndical, dans les luttes sociales, dans la bataille contre le fascisme, ils se sont

faits les plus ardents défenseurs des libertés fondamentales. Ils comptaient parmi les trop rares Canadiens à dénoncer la montée de l'intolérance, de l'injustice, de la misère tant des Canadiens que de tous les peuples du monde. Dans un Québec où l'Église catholique et le régime politique duplessiste penchent vers le corporatisme, les communistes sont souvent isolés dans leur dénonciation des options politiques prêchant ouvertement leurs sympathies fascisantes.

Le PCC se démarque donc des autres courants qui cherchent à faire sortir le Canada et le Québec de la tourmente de la crise. Bien que plusieurs de ses revendications soient de nature concrète et pragmatique, le PCC demeure le groupe politique qui remet le plus profondément en question les fondements mêmes du capitalisme, en cherchant à lier les problèmes de la société à des causes plus profondes qui impliquent l'ensemble du système capitaliste. La social-démocratie, représentée par le Parti ouvrier du Canada et la CCF, formule des critiques du capitalisme et en fait un bilan serré, mais sa critique ne remet pas en cause l'existence même du régime capitaliste. Tout au plus propose-t-elle des modifications pour permettre une meilleure gestion en fonction des besoins pour le peuple. Au Québec, la social-démocratie s'avère incapable de se rallier ouvriers et intellectuels francophones.

Dans le mouvement syndical, le PCC doit affronter tant le syndicalisme de métier que le syndicalisme catholique qui lui sont particulièrement hostiles. Le syndicalisme de métier demeure sur des positions traditionnelles, soit la défense des intérêts immédiats des adhérents tout en rejetant le syndicalisme industriel. Durant la crise, il revendique un rôle accru de l'État, notamment par l'introduction de programmes de travaux publics et des allocations pour les plus démunis. Par la suite, il s'engage dans le développement de l'État-providence.

Le syndicalisme catholique, dans la foulée des organisations religieuses, s'intéresse au corporatisme comme solution aux insuffisances du capitalisme. S'inspirant des réalisations du fascisme italien, le corporatisme valorisé par l'Église favorise une collaboration étroite entre le patronat, l'État et le syndicalisme ouvrier. Le programme de restauration sociale du clergé, mis au point en 1933¹⁸, se présente comme une troisième voie entre le capitalisme et le socialisme.

Si les développements survenus durant la Première Guerre mondiale avaient donné naissance à l'organisation communiste, ceux de la Seconde Guerre mondiale qui s'enclenche vont d'une autre façon signifier la fin de l'option révolutionnaire pour le PCC. Tout comme la social-démocratie l'avait fait lors du premier conflit mondial, bien que pour des raisons différentes, le PCC appuie à son tour la bourgeoisie nationale et met de plus en plus en veilleuse son option révolutionnaire.

Dans les faits, toutes les tentatives du PCC de s'implanter dans la réalité sociale québécoise se soldent par un échec relatif. Mais si au niveau électoral les résultats sont désastreux, dans le mouvement syndical et dans la lutte antifasciste les communistes connaissent certains succès. Tout au long de cette décennie de crise, le PCC propose un changement qualitatif de la société canadienne et la défense concrètes des revendications et des luttes des travailleurs. Face à la montée des organisations de droite et d'extrême droite, le PCC maintient des positions progressistes qui confrontent la bourgeoisie au pouvoir. L'anticommunisme symbolise le militant communiste par l'image de *l'homme au couteau entre les dents* qu'il convient de rejeter totalement et définitivement.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Le titre de la thèse que j'ai soutenue en novembre 2000 au Département d'histoire de l'Université de Montréal est : *Le mouvement ouvrier montréalais, 1918-1929 : structure et conjoncture*.
2. Voir Robert Comeau et Bernard Dansereau, « Les archives sur la répression anticommuniste au Québec et au Canada, 1919-1956 », dans l'ouvrage collectif dirigé par Serge Wolikow, *Une histoire en révolution ? Du bon usage des archives, de Moscou et d'ailleurs*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, Publications de l'Université de Bourgogne, no. 84, Institut d'histoire contemporaine, 1996, p. 105-115 ; Gregory S. Kealey, « State Repression of Labour and the Left in Canada, 1914-20: The Impact of the First World War », *Canadian Historical Review*, vol. 73, no. 3, 1992, p. 281-314 et « The Surveillance State: The Origins of Domestic Intelligence and Counter-Subversion in Canada, 1914-1920 », *Intelligence and National Security*, vol. 7, no 3, 1992, p. 179-210.
3. Sur les débuts du Parti communiste canadien on consultera Robert Comeau et Bernard Dionne, *Le droit de se taire, Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Montréal, VLB éditeur, 1989 ; Andrée Lévesque, *Scènes de la vie en rouge. L'Époque de Jeanne Corbin. 1906-1944*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 1999 ; Ian Angus, *Canadian Bolsheviks : The Early Years of the Communist Party of Canada*, Montréal, Vanguard Publications, 1981 ; Ivan Avakumovik, *The Communist Party in Canada ; A History*, Toronto, McClelland and Stewart, 1978 ; Marcel Fournier, *Communisme et anti-communisme au Québec, 1920-1950*, Montréal, Éditions Albert Saint-Martin, 1979 et William Rodney, *Soldiers of the International. A History of the Communist Party of Canada, 1919-1929*, Toronto, University of Toronto Press, 1968.
4. Lorsque l'ACWA bénéficie d'une clause d'atelier syndical, l'exclusion des rangs syndicaux implique la perte de son emploi, de son gagne-pain. Ces expulsions sont fréquentes à partir du milieu des années vingt.
5. Jaroslav Petryshyn, « Class Conflicts and Civil Liberties: the Origins and Activities of the Canadian Labor Defense League, 1925-1940 », *Labour/Le Travail*, vol. X, automne 1982, p. 39-63.
6. Voir l'anthologie publiée par Margaret Hobbs et Joan Sangster, *The Woman Worker. 1926-1929*, St-John's, Newfoundland, Canadian Committee on Labour History, 1999.

7. Durant plusieurs années, le PCC édite notamment *Kamf* (en yiddish) et *Vapaus* (en finnois).
8. *L'Ouvrier Canadien* ne verra finalement le jour qu'en mai 1930.
9. En plus des références contenues dans la note 1, on pourra consulter Robert Comeau et Bernard Dionne, *Les Communistes au Québec. 1936-1956*, Montréal, Presses de l'Unité, 1980; Bernard Gauvin, *Les Communistes et la Question nationale au Québec. Sur le Parti communiste du Canada de 1921 à 1938*, Montréal, Presses de l'Unité, 1981; Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec, 1929-1939*, Montréal, Boréal, 1984 et Norman Penner, *Canadian Communism. The Stalin Years and Beyond*, Toronto, Methuen, 1988.
10. Charles Lipton affirme que la LUO dirigea bon nombre de grèves au Canada. En 1934 elle revendique 90% des grèves (*Histoire du syndicalisme au Canada et au Québec. 1827-1959*, Montréal, Parti Pris, 1976, p. 389).
11. Andrée Lévesque, « Le Québec et le monde communiste: Cowansville 1931 » dans *Le droit de se taire. Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, p. 407-421.
12. Béatrice Richard, « Péril Rouge » au Témiscamingue. *La grève des bûcherons de Rouyn-Noranda. 1933-1934*, Montréal, Collection RCHTQ. Études et documents, no. 6, 1993.
13. Évelyne Dumas, *Quelques grèves au Québec de 1934 à 1944*. Montréal, Leméac, 1971, p. 25-42.
14. Victor Hoar, *The On To Ottawa Trek*, Toronto, The Copp Clark Publishing Co., 1970.
15. Victor Hoar, *The Mackenzie-Papineau Battalion. Canadian Participation in the Spanish Civil War*. Toronto, The Copp Clark Publishing Company, 1969.
16. Publié à partir de janvier 1935, *Clarté* fait suite à deux autres publications de langue française, *L'Ouvrier Canadien* (1 mai 1930- octobre 1931) et la *Vie ouvrière* (mai 1933- juin 1934).
17. C'est dans ce même comté qu'il sera élu député au parlement fédéral en 1943 et en 1945.
18. Voir le document reproduit dans l'anthologie publiée par Yvan Lamonde et Claude Corbo, *Le rouge et le bleu. Une anthologie de la pensée politique au Québec de la Conquête à la Révolution Tranquille*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1999, p. 400-406.